

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26<sup>ème</sup> année - N°4945 - Jeudi 28 Août 2025 - Prix : 200 Fc

MÉDIAS :

## Le numérique au cœur des échanges



Atelier sur les Médias numériques.

Un atelier national de deux jours s'est ouvert ce mercredi 27 août à Moroni pour valider la réforme du code de l'information et de la communication. Initiée par le Conseil national de la presse et de l'audiovisuel (CNPA), en partenariat avec le ministère de l'information et financé par l'ambassade de France, cette rencontre réunit institutions publiques, acteurs des médias, experts nationaux et internationaux, dans l'objectif de doter le pays d'un cadre juridique adapté aux nouveaux enjeux du numérique.

Le président du CNPA, Aboubacar Boina, a souligné l'importance de cette diversité des participants qui « garantit

que nous aurons des discussions enrichissantes et éclairées, et que les propositions des réformes qui émergeront de cet atelier seront le fruit d'une réflexion collective et représentative de l'ensemble de la société comorienne. » Selon lui, la réforme doit aboutir à une régulation plus efficace, transparente et responsable des médias, tout en tenant compte des défis liés à la désinformation, à la protection des mineurs et aux dérives des réseaux sociaux. Au nom de la ministre de l'information, le directeur général du ministère, Bindjad Ismael, a rappelé que l'évolution rapide des technologies bouleverse les modes de communication.

LIRE LA SUITE PAGE 3

**04 Rabiounl-Awal 1447**  
Prières aux heures officielles  
Du 26 au 31 Août 2025

**Lever du soleil:**

**06h 14mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 03mn**

Fadjr : **05h 01mn**

Dhouhr : **12h 12mn**

Ansr : **15h 17mn**

Maghrib: **18h 07mn**

Incha: **19h 21mn**

## AGRICULTURE :

**80% du gingembre de Pimba pourrait structurer un marché national**

*Le ministère de l'agriculture et l'office des produits de rente ont tenu, le 26 août dernier à Bandamadji ya Kubwani, une rencontre avec les producteurs pour renforcer la valorisation du gingembre, pilier agricole de la région de Mbadjini-Pimba.*

Dans ce village agricole, le gingembre a réuni cultivateurs, autorités locales et responsables du secteur agricole. L'office des produits de rente, représenté par son directeur général Anlym Anlyane, a lancé un appel à structurer la filière, rappel-

lant que « la région de Pimba constitue un pôle stratégique pour la production nationale ». Le gingembre de Pimba est aujourd'hui considéré comme l'un des produits de rente les plus prometteurs du pays. Ses débouchés sont multiples (jus, huiles, produits transformés) et sa rentabilité est de plus en plus reconnue par les cultivateurs. « Ce produit est un trésor pour nos villages, mais il doit être protégé contre le pillage et encadré par une commercialisation organisée », a plaidé le représentant des producteurs.

Si la rentabilité est certaine, la filière reste freinée par des difficul-

tés structurelles. Un notable du village a souligné l'urgence d'aménager des pistes rurales afin de faciliter l'accès aux champs et le transport des récoltes. Le maire de la région a, pour sa part, insisté sur la sécurisation des récoltes, rappelant que le vol et la revente sauvage fragilisent les producteurs. Le représentant du CRDE de Simboussa a annoncé la mise à

disposition de semences améliorées et d'outils agricoles pour renforcer la productivité. Quant au directeur général de l'Office, il a réaffirmé sa détermination à combattre l'importation illégale de gingembre et à soutenir les producteurs locaux.

Avec près de 80% de la production nationale issue de Pimba, selon les données de l'office, la région a le potentiel de devenir un véritable

hub agricole. Mais la filière reste fragile sans structuration claire du marché. La rencontre de Bandamadji ya Kubwani est une étape pour transformer le gingembre de simple culture locale en produit de rente reconnu, porteur d'emplois et de revenus durables pour les communautés rurales.

Mohamed Ali Nasra

**Nos points de vente**

|                                  |                              |
|----------------------------------|------------------------------|
| Nassib Itsandra                  | Au paradis du livre          |
| Nassib volovolo                  | Mag Mrket                    |
| Nassib Bacha                     | Station Filling              |
| Nassib Kalfane                   | Librairie A la Page          |
| Gare du nord                     | Nouveauté                    |
| Chez Kamardine Matelec           | Bus Place de France          |
| Wadaane coulé                    | Karthala chez Tati           |
| Hadoudja chez Soroda             | Magasin Mzé Cheik Gobadjou   |
| Hadoudja chez Nadi               | Café de la Médiine Badjanani |
| Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou | Said Bacar Djomani           |



Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP\_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM), financé par la Banque Mondiale, **informe les candidats et le public qu'il a été décidé** de prolonger la date limite de soumission des offres relatives à l'acquisition et livraison d'un véhicule Pick Up double cabine au profit de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie de l'Union des Comores.

- **Date limite initiale de soumission:** 29 Août 2025 à 10h 30min
- **Nouvelle date limite de soumission:** 05 septembre 2025 à 10H 00min
- **Date et heure d'ouverture des offres:** 05 septembre 2025 à 10h 00min
- **Lieu :** Salle de conférence du projet FSRP-KM, Mdé, ex-Cefader

**Lancé le 28 Août 2025**

## MÉDIAS :

## Le numérique au cœur des échanges

La multiplication des réseaux sociaux, des plateformes et des médias en ligne échappant largement à toute régulation représente, selon lui, un défi majeur. « L'information et la communication audiovisuelles numériques deviennent très vite des enjeux nécessitant une adaptation des dispositifs juridiques et des moyens d'action pour mieux protéger la liberté

d'expression, tout en luttant contre la désinformation, la diffamation et les discours de haine en ligne », a-t-il déclaré.

Le gouvernement soutient pleinement le processus engagé par le CNPA. L'objectif est de renforcer les mécanismes de régulation, d'intégrer la protection des mineurs face aux contenus inadaptés, de lutter contre le piratage audiovisuel et de définir un cadre

clair pour les plateformes numériques.

L'atelier bénéficie de l'appui de l'expertise internationale, notamment avec la participation de Maître René Bourgoïn, président de la Haute autorité de communication audiovisuelle de la Côte d'Ivoire et président en exercice du Réseau des instances africaines de régulation de la communication.

Les travaux permettront d'examiner le projet de loi soumis à validation et d'élaborer des propositions adaptées aux réalités nationales. Pour le directeur général du ministère, cette réforme constitue « une étape importante pour garantir que notre pays reste à la pointe de la révolution numérique tout en protégeant les valeurs de respect, de tolérance et de démocratie ».

Au terme des travaux, les

recommandations issues devraient tracer les grandes lignes d'un cadre modernisé de l'information et de la communication aux Comores. L'ambition affichée est de garantir la liberté d'expression tout en luttant contre les dérives numériques, et instaurer un environnement médiatique responsable, respectueux des droits des citoyens.

Mohamed Ali Nasra

## CAMIONS INCENDIE VÉTUSTES ET HORS SERVICE

## Les pompiers tirent la sonnette d'alarme

*Les sapeurs-pompiers de la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) peinent à intervenir efficacement en cas d'incendie. En cause, le manque criant de moyens, notamment de camions incendie opérationnels. La majorité de ces véhicules sont aujourd'hui vétustes et hors service, compromettant gravement la capacité d'intervention des soldats du feu. Malgré les nombreuses sollicitations adressées au gouvernement, via le ministère de l'Intérieur, aucune réponse concrète n'a encore été donnée. Une situation qui met à mal la mission des pompiers, comme l'a confirmé un cadre de la DGSC.*

Il est évident que nous n'arrivons pas à maîtriser les feux récemment faute de moyens. Les camions que nous

possédons sont vétustes et hors service. Nous avons déjà plaidé auprès du gouvernement, mais nous sommes toujours en attente d'une réponse », a-t-il confié. Ces derniers mois, plusieurs incendies survenus dans la capitale ont ravagé des bâtiments et des habitations. Les pompiers, malgré leur engagement, n'ont pas pu contenir les flammes à temps, faute d'équipements adéquats. « Nous peinons à accomplir notre devoir dans de telles conditions. Comment assurer la sécurité de la population sans les moyens nécessaires ? », s'interroge notre interlocuteur.

Par ailleurs, la caserne dispose d'une grande citerne de stockage d'eau, ce qui pourrait constituer un atout important pour les interventions. Cependant, l'absence d'une machine de désalinisation empêche l'utilisation de l'eau de mer dispo-

nible à proximité. « Nous avons une grande citerne de stockage à la caserne. Cela nous éviterait d'aller jusqu'à Vouvouni pour recharger nos camions.

Mais il nous manque une machine de désalinisation pour transformer l'eau de mer en eau saumâtre, ce qui réduirait considérablement les délais d'intervention », explique le cadre JOINT par nos soins. Il reconnaît par ailleurs le manque d'efficacité actuel des pompiers, mais pointe du doigt la responsabilité des autorités.

« On ne peut pas intervenir efficacement sans les outils adaptés. Un simple camion VCR de 1000 litres ne suffit pas. Une fois l'eau épuisée, nous devons faire appel à des camions privés ou les réquisitionner, ce qui devient compliqué en soirée, car à Vouvouni, plus personne ne travaille après 18h », déplore-



il. Face à cette situation critique, il lance un appel pressant au gouvernement et à ses partenaires pour qu'une solution soit rapidement trouvée. La sécurité civile a un besoin urgent de camions incendie

fonctionnels et d'une machine de désalinisation afin d'assurer pleinement sa mission de protection de la population.

Nassuf Ben Amad

## JAPON – COMORES :

## Vers la mise en place d'un groupe d'amitié parlementaire

*C'est indéniablement l'une des retombées du récent forum Afrique-Japon, qui a réuni les dirigeants africains et japonais à Yokohama, la deuxième ville du Japon après Tokyo. Partenaire fiable des Comores pour le développement, le Japon vient de franchir un palier en renforçant ses liens parlementaires avec notre pays. C'est en tout cas ce qu'on a pu lire dans une publication de Beit-Salam en date du 22 août. Représenté par le vice-président de l'Assemblée nationale, Mohamed Zoubeyri, les parlementaires comoriens sont désormais un élément essentiel dans la coopération entre nos deux pays.*

En marge de la 9<sup>e</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique



Amicale parlementaire Japon - Comores.

(TICAD 9), une rencontre de haut niveau s'est tenue ce vendredi entre le Parlement japonais et l'Assemblée de l'Union des Comores représentée par Zoubeyri Mohamed Ahmed, 1er Vice-président de

l'Assemblée. Cette réunion a marqué une étape importante dans la volonté des deux pays de bâtir un partenariat stratégique durable », indique Beit-Salam, peu après cette rencontre qui s'est tenue en marge

du forum International de Tokyo.

Selon Beit-Salam, ce renforcement des liens parlementaires va aider à la mise en œuvre du plan Comores Emergent à l'horizon 2030. « Au cœur des échanges figurait la nécessité d'accompagner la mise en œuvre du Plan Comores Émergent (PCE), feuille de route du développement national. Le Japon, partenaire historique de l'Afrique et des Comores, a réaffirmé son engagement à soutenir les priorités fixées par Moroni, en mettant l'accent sur plusieurs secteurs clés. » Grand pays industrialisé de l'Asie, le Japon compte parmi les moteurs de l'économie mondiale, et c'est dans ce sens que ce pays s'est mis à l'idée d'accompagner le continent africain dans sa quête de développement.

Aux Comores, l'appui du gouvernement japonais sera multiforme

dont une priorité sur l'économie bleue. « L'économie bleue, avec un intérêt particulier pour le développement de la pêche, le transport maritime, la sécurité en mer et la modernisation des infrastructures portuaires et maritimes. » Pour matérialiser ce nouvel élan de coopération, un groupe d'amitié nippon-comorien sera bientôt mis en place pour étudier et identifier les priorités en matière de coopération. « Les deux parties ont convenu de mettre en place, dans les prochains mois, un groupe d'amitié entre le Parlement japonais et l'Assemblée de l'Union des Comores. Cet instrument institutionnel vise à consolider le dialogue politique, faciliter les échanges d'expériences législatives et encourager les initiatives conjointes dans les domaines stratégiques. »

Imtiyaz

**UNION DES COMORES**

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la  
Protection Sociale
 جمهورية القمر المتحدة  
 وحدة - تضامن - تنمية  
 وزارة الصحة والتضامن والحماية

Ref : AMI N°001/MSPS/PEV/2025

Date / /2025

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA CONSTITUTION D'UNE BASE  
DE DONNEES DE PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS**
**Contexte :**

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025-2028, pour les activités dont le coût estimatif ne nécessite pas l'ouverture publique d'appel à candidature (appel d'offre), la Direction Administrative et Financière du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (DAF/MSPS) procédera par des demandes de cotations sur la base d'un répertoire préétabli de fournisseurs et prestataires de services. A cet effet, la DAF/MSPS convie tous les opérateurs économiques intéressés, régulièrement installés aux Comores, à manifester leurs intérêts à figurer dans ce répertoire.

La DAF/MSPS informe tous les anciens et nouveaux fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et consultants qui souhaitent être dans la base de fournisseurs et prestataires de services, d'introduire un dossier de candidature sous pli fermé à Monsieur le Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (DAF/MSPS) avec la mention : Demande d'agrément et indiquer aussi le domaine de compétence (une enveloppe par domaine), à l'adresse suivante: Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, BP : 1028, Tél 355 18 28 les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures et de 15 heures à 16 heures 30 minutes du Lundi au Vendredi.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-après : Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, BP : 1028, Tél 355 18 28 et aux heures suivantes : Lundi à Vendredi de 08 h 30 à 16 h 30 minutes.

La DAF/MSPS rappelle aux prestataires et fournisseurs, qui sont déjà en relation d'affaires avec elle, qu'ils ne sont pas dispensés de cette formalité et qu'ils devront soumettre à nouveau leur dossier de candidature.

Les candidatures sont ouvertes du 21 Aout au 21 septembre 2025 à 16h30mn

**Le dossier à constituer sera composé de :****1- Pour les biens et services**

- \* Une lettre de soumission mentionnant les Nom & Prénoms du premier responsable, la raison sociale, l'adresse, le téléphone et l'adresse électronique (e-mail) ;
- \* Une présentation de la Société indiquant sa date de création, ses différents responsables ses références techniques récentes et significatives ;
- \* Une copie de la Carte d'immatriculation fiscale en cours de validité ;
- \* Un Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou copie de la carte unique de création d'entreprise ;
- \* Le relevé d'identité bancaire (RIB).

**N.B.** : l'absence de l'une des pièces administratives peut être éliminatoire.

**2- Pour les prestations intellectuelles :**

- \* Une lettre de soumission mentionnant les Nom & Prénoms du premier responsable, la raison sociale, l'adresse, le téléphone et l'adresse e-mail ;
- \* Une présentation de la Société/Cabinet indiquant sa date de création, ses différents responsables, ses expériences et compétences dans le(s) domaine(s) choisi(s), ses références techniques récentes et significatives (Au moins deux attestations de bonne fin d'exécution par année pour les années-2023 et 2024) ;
- \* Le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- \* Le numéro d'identification fiscale (Consultant individuel) ;
- \* Une copie de la Carte d'immatriculation fiscale en cours de validité (Personnes morales) ;
- \* Une pièce d'identité en cours de validité (Consultant individuel) ;
- \* Un Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou copie de la carte unique de création d'entreprise (Personnes morales) ;
- \* L'original de l'attestation de régularité fiscale ou du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois Personnes morales).

**N.B.** : l'absence de l'une des pièces administratives peut être éliminatoire.

**Les domaines ouverts à la manifestation d'intérêt sont les suivants :**

- \* Matériel/consommables informatiques et bureautiques (Ordinateurs, Imprimantes, télécopieurs, Copieur, Caméras digitales, Encre, Toners, Vidéoprojecteur, Tablettes, etc.) ;
- \* Maintenance équipements informatiques ;
- \* Travaux d'électricité ;
- \* Fournitures de bureau, papeterie ;
- \* Location de véhicules (voitures, bus, etc.) ;
- \* Agences de communication (Production de supports publicitaires, vidéos, prise de

- photos et films documentaires) ;
- \* Imprimeries/sérigraphie (Impression documents, tee-shirts, Casquettes, Banderoles, etc.) ;
- \* Impression de supports publicitaires (Affiches, Enseignes lumineuses, Kakemonos, gadgets, etc.) ;
- \* Agence de voyages agréés IATA ;
- \* Restauration/services traiteurs ;
- \* Produits et matériel d'entretien /produits désinfectants ;
- \* Fourniture et installation des climatiseurs ;
- \* Mobiliers de bureau ;
- \* Supermarché /alimentation générale ;
- \* Garages/mécanique auto ;
- \* Pièces détachées auto ;
- \* Location salles/espaces (Réunions, conférences, etc.) ;
- \* Pneumatiques véhicules ;
- \* Maintenance climatiseurs ;
- \* Hôtellerie.

Les candidats seront également évalués sur la base des critères ci-après :

- \* Expériences et références du fournisseur/prestataire dans le domaine choisi (60 points) Disposer d'au moins deux années d'expérience avérée dans le domaine choisi et justifiées par 02 attestations de bonne fin d'exécution sur les deux dernières années ;
- \* Organisation administrative et managériale du candidat/ (Personnes morales) (30 points). L'organigramme de la structure doit contenir au minimum les postes suivants
  - Pour les biens et services (joindre les CV) :
    - ~ Directeur/Directrice/Gérant/Gérante ;
    - ~ Secrétaire ;
    - ~ Comptable.
  - Pour les Prestations intellectuelles (joindre les CV)
    - ~ Directeur/Directrice/Gérant/Gérante
    - ~ Chef de mission
    - ~ Personnel clé
- Présentation du dossier (10 points).

**N.B.** : un fournisseur/prestataire ne peut postuler que pour trois domaines au maximum. Une liste de dix (10) fournisseurs/prestataires de services au maximum sera retenue par domaine.

Une visite de terrain est prévue avant la préqualification finale des structures.

**Tableau récapitulatif de l'AMI**

| Élément                           | Détail   |
|-----------------------------------|--|
| <b>Référence de l'AMI</b>         | AMI N°01/PEV/2025  |
| <b>Objet</b>                      | Constitution du répertoire des fournisseurs et prestataires 2025-2028                      |
| <b>Structure contractante</b>     | Ministère de la Santé et de la Protection Sociale / Direction Administrative et Financière |
| <b>Méthode de sélection</b>       | Évaluation sur dossier + éventuelle visite de terrain                                      |
| <b>Date limite de soumission</b>  | 21 Septembre 2025 à 16h30  |
| <b>Lieu de dépôt</b>              | Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, BP : 1028, Moroni                       |
| <b>Heures de dépôt</b>            | Du lundi au vendredi, de 08h00 à 12h00 et de 15h00 à 16h30                                 |
| <b>Nombre de domaines maximum</b> | Trois (3) domaines de compétence par candidat  |
| <b>Format du dossier</b>          | Dossier physique sous pli fermé (une enveloppe par domaine)                                |
| <b>Critères de sélection</b>      | Expérience (60 pts), organisation (30 pts), présentation du dossier (10 pts)               |
| <b>Contacts pour informations</b> | Tél : 355 18 28 / Email : ugp.ms2025@gmail.com   |

## PROJET RESEA :

# Un nouvel élan pour les écosystèmes marins et l'économie locale

Un atelier de formation et d'échanges s'est tenu le 26 août dernier dans les locaux de l'UICN à Mohéli. Inscrit dans le cadre du projet ReSea, financé par Affaires mondiales Canada à hauteur de 30 millions de dollars canadiens, il vise à régénérer les paysages marins et à renforcer la résilience des communautés côtières face aux impacts du changement climatique.

« Notre objectif est de restaurer et protéger les écosystèmes marins tout en améliorant la résilience socio-économique et écologique des populations locales », a déclaré Saïd Ahamada, manager pays de l'UICN aux Comores. Selon lui, les dernières décennies ont montré la vulnérabilité croissante du pays, marquée notamment par le cyclone Kenneth et diverses intempéries qui ont affecté la pêche, l'agriculture et la sécurité des habitants. L'UICN met l'accent sur la restauration des zones côtières érodées, la protection des littoraux et la valorisation durable des ressources marines. « Des écosystèmes en bonne santé nous permettent non seulement de résis-



ter aux effets du climat, mais aussi de créer des opportunités économiques », souligne Saïd Ahamada.

La sensibilisation et la formation figurent parmi les priorités. L'organisation travaille en partenariat avec les mairies et associations locales pour mobiliser les communautés. Après cette étape de renforcement de capacités, le projet prévoit de développer des sites de démonstration, de créer des centres de formation communautaires et de promouvoir l'entrepreneuriat,

notamment dans l'économie bleue, en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.

Pour Zalhata Bounou, responsable communication de la Plateforme femme développement durable sécurité alimentaire (PFDDSA), ce partenariat est essentiel : « Nous voulons donner aux femmes, en particulier celles engagées dans les associations locales et actives dans les zones marines, les moyens de vivre dignement grâce à une exploitation durable des

produits de la mer. Cette formation nous apprend comment mieux les sensibiliser et les accompagner pour qu'elles puissent transformer leur quotidien. » Le projet ReSea, mis en œuvre conjointement par l'UICN, la PFDDSA et le gouvernement comorien, ambitionne ainsi de conjuguer protection de l'environnement et développement économique inclusif, en faisant des femmes et des jeunes de véritables acteurs de changement durable.

Riwad

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Saïd Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Saïd Omar  
**Rédactrice en chef**  
 Andjouza Abouheir  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 Mohamed Youssouf  
 Sanaa Chouzour  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riwad  
 A Bardraoui  
 Mohamed Ali Nasra  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Saïd Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

**UNION DES COMORES**  
 Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la  
 Protection Sociale



Ref : AVIS N°001/MSPS/PEV/2025

Date / /2025

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ADDITIONNEL DE LA COORDINATION NATIONALE DU PEV (CNPEV)

### I. Contexte :

L'Union des Comores, représentée par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, bénéficie du soutien de Gavi depuis 2001. Outre les financements pour l'introduction des nouveaux vaccins, les Comores bénéficient également de soutien financier pour le renforcement de système de Santé (RSS). Gavi renforce les capacités de la Direction Administrative et Financière du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, ainsi que la Coordination Nationale du Programme Elargi de Vaccination, en vue de relever la demande de service de vaccination, d'améliorer la surveillance des maladies évitables par la vaccination, et d'améliorer de la gestion des financements conformément aux exigences des bailleurs de fond internationaux.

Dans ce cadre, le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale recrutera pour la Coordination Nationale du Programme Elargi de

### Vaccination :

- Un(e) chef comptable/CNPEV
- Un(e) comptable /CNPEV
- Un(e) spécialiste en santé publique chargé d'appuyer la surveillance des MEV/CNPEV
- Un(e) chargé(e) de la communication externe, marketing social et réseaux sociaux /CNPEV

### II. Dossier de candidatures :

- Le dossier de candidature doit comporter :
- Un curriculum vitae (CV) à jour avec photo récente et coordonnées complètes (adresse e-mail et numéro téléphone) ;
  - Une lettre de motivation ;
  - Une copie de la carte d'identité nationale ;
  - Des copies certifiées conformes des diplômes mentionnés dans le CV ;
  - Des copies des certificats de travail mentionnés dans le CV ;
  - Le cas échéant, des attestations des formations continues suivies telles que listées dans le CV ;

- Les coordonnées de trois personnes de références.

Le dossier complet doit être envoyé par voie électronique sous format zippé avec la mention suivante dans l'objet du mail : « **Ministère de la santé des Comores – GAVI - Candidature au poste de [indiquer le poste]** »

Ce dossier de candidature est à envoyer à l'adresse e-mails principale suivante : [ugp.ms2025@gmail.com](mailto:ugp.ms2025@gmail.com) avec copie [at.ucmco-reg@gmail.com](mailto:at.ucmco-reg@gmail.com), [chalidi.abdallah@gmail.com](mailto:chalidi.abdallah@gmail.com). Les candidatures sont ouvertes du **21 Août au 21 Septembre 2025 à 16h30**. Toute candidature ne respectant pas ces modalités de soumission sera rejetée d'office.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter la Direction Administrative et Financière du Ministère de la Santé au **355 18 28**. Les TDR peuvent également être obtenus sur simple demande à l'adresse email suivante

**UNION DES COMORES**

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la  
Protection Sociale
 جمهورية القمر المتحدة  
 وحدة - تضامن - تنمية  
 وزارة الصحة والتضامن والحماية

Réf : AONN-N°001/MSPS/PEV/2025

Date / /2025

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL POUR CONTRACTUALISATION AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC) POUR L'APPUI A LA VACCINATION ET LA GENERATION DE LA DEMANDE**
**Contexte :**

Le Programme Élargi de Vaccination (PEV) de l'Union des Comores s'est engagé à restaurer ses performances de couverture vaccinale pour rehausser le niveau d'immunité des populations cibles et ainsi réduire les risques de flambées épidémiques. La pandémie de COVID-19 a significativement affecté le système de santé comorien, entraînant une baisse moyenne de 50 % de fréquentation des services de santé et un recul des couvertures vaccinales.

Les analyses révèlent des défis majeurs : faible disponibilité des services de vaccination (seulement 40 % des structures publiques et 3 % des privées offrent le service), faible déploiement communautaire (6,2 % hebdomadaire, 15 % mensuel), et un déficit de

confiance dans les vaccins (seulement 27 % des parents les considèrent comme sûrs).

Face à cette situation, les OSC sont appelées à jouer un rôle clé dans l'offre de service de vaccination et la génération de la demande en vaccination à travers la mobilisation communautaire la sensibilisation. Un partenariat structuré est envisagé pour contribuer à l'amélioration de couverture vaccinale.

**Objet de l'appel :**

Le présent appel vise à sélectionner des OSC qualifiées pour mener des actions de vaccination dans les communautés ainsi que de mobilisation communautaire et de sensibilisation en faveur de la vaccination à travers les relais communautaires et autres.

**Zones d'intervention et constitution des lots**

Pour l'offre de service de vaccination, six (6) districts prioritaires sont définis (districts du Centre, de Mitsamiouli, de Mutsamudu, d'Ouani, de Mremani, de Domoni).

Pour la génération de la demande via des actions de mobilisation communautaire et de sensibilisation, les dix-sept districts (17) du pays sont tous concernées. Il s'agit des districts de Hambou, Mbadjini-Ouest, Mbadjini -Est, Oichili/Dimani, Hamahamet/Mboinkou, Mitsamiouli/Mboude, centre, Mutsamudu, Tsembéhou Mremani Pomoni Sima Ouani Domoni, Fomboni, Nioumachoi, Wanani.

**Les lots se répartissent comme suit :****Offre de service de vaccination**

| N° de lot | Region   | District           | Zone à couvrir   | Nbre d'OSC |
|-----------|----------|--------------------|--|------------|
| Lot 1     | Ngazidja | Centre             | Naziko, Porini, Vanadjou, Mbaleni, Ounkazi, Iconi, Vouvouni, Daweni, Mboudadjou, Moindzaza djoumbé, Moroni piste, Ribatu, Milembeni, Milevani  | 1          |
| Lot 2     | Ngazidja | Mitsamiouli        | Kouoi mitsamihouli, Mdjoizezi ya mboudé, Bangoi mafsankoa, Songomani, Pidjani, Toyfa, Memboidjou, Ipvoini, Ouzio, Kouoi mboudé   | 1          |
| Lot 3     | Ndzouani | Mutsamudu et Ouani | Mutsamudu: Terraini, La Mairie, Paré Lahari, Mlouwalé, Tsengueni, Chirokamba, Maweni, Bandrajou, Saandani, Sangani, Dindrihari, Ankibani, Pagé, Moimoi 1<br>Ouani: Tanambao, Boini, Bwelamoro Dziani, Bandrani ya Sangani                          | 1          |
| Lot 4     | Ndzouani | Mremani et Domoni  | Mremani: Outsa, Trindrini, Bandracouni, Mnadzichoumwé, Noungua, Jandza, Zimbabwe, Banda Ladjandza, Mironroni, Kiyu, Gnaboimro; Hamchako<br>Domoni: Vongojou Mandrini, Momojou, Bweladougou, Limbi, Gégé, Dagolatsini, Ouzini, Bandrari, Gnaboimali | 1          |

**Generation de la demande en vaccination (mobilisation communautaire et sensibilisation)**

| N° de lot | Region   | District   | Nbre d'OSC |
|-----------|----------|--|------------|
| Lot 1     | Ngazidja | Centre   | 1          |
| Lot 2     | Ngazidja | Mitsamiouli-Mboudé, Hamahamet-Mboinkou, Oichili-Dimani | 1          |
| Lot 3     | Ngazidja | Hambou, Mbadjini Ouest, Mbadjini Est                   | 1          |
| Lot 4     | Ndzouani | Mutsamudu, Ouani, Tsembéhou                            | 1          |
| Lot 5     | Ndzouani | Domoni, Mremani, Pomoni, Sima                          | 1          |
| Lot 6     | Mwali    | Fomboni, Nioumachoi, Djando                            | 1          |

**NB :**

• Les OSC qui appliqueront dans un lot pour l'offre des services de vaccination devront également appliquer pour le lot de la génération de la demande couvrant les mêmes zones. En d'autres termes, une OSC qui officiera pour l'offre de service de vaccination dans une zone A devra également officier pour la génération de la demande dans la zone A. Le nom du/des district(s) prioritaire(s) choisi devra être mentionné dans l'offre.

• Les OSC qui seront retenus interviendront dans les zones de leurs implantation (OSC de Ndzouani interviendra à Ndzouani, OSC Mwali interviendra à Mwali et OSC Ngazidja interviendra à Ngazidja).

**Conditions de participation :**

Les OSC voulant appliquer devront

remplir les conditions suivantes :

- Être légalement constituées et actives dans les domaines de la santé communautaire ou de la communication pour le changement de comportement ;
- Disposer de capacités techniques et logistiques adéquates ;
- Présenter des preuves d'interventions similaires antérieures ;
- Avoir une couverture ou une présence dans les zones d'intervention.

**Dossier administratif**

Le dossier administratif sera constitué par les documents suivants :

- Un récépissé
- Le statut /manuel de procédures
- Nom de la personne habilité au sein de l'OSC
- Adresse physique du siège et N°

téléphone du personnel contact

**Retrait du dossier :**

Les dossiers de consultation ou TDR sont disponibles sur demande en envoyant un mail à l'adresse : [ugp.ms2025@gmail.com](mailto:ugp.ms2025@gmail.com)

**NB :** une réunion de cadrage explicatif avec les OSCs candidats est prévu au cours de la 2em semaine après la publication en vue de fournir plus d'explications sur le processus.

**Dépôt des offres :**

Les offres doivent être présentées sous trois enveloppes distinctes : une contenant le dossier administratif, un contenant l'offre technique, et un contenant l'offre financière. Ces trois enveloppes

doivent ensuite être insérées dans une seule enveloppe extérieure sous pli fermé avec la mention « AOO – N°001/MSPS/PEV/2025 à n'ouvrir qu'en séance » au plus tard le **21 Aout au 21 septembre 2025 à 16h30 mn** et seront réceptionnés à l'adresse : « **Ministère de la Santé et de la Protection Sociale, BP : 1028, Tél 355 18 28** » et aux heures suivantes : **Lundi à Vendredi de 08 h 30 à 16 h 30 minutes**. Les candidatures sont ouvertes du **21 Aout au 21 septembre 2025 à 16h30mn**

Les candidatures qui ne respectent pas cette voie de soumission seront rejetés d'office

**Contact :** DAF au 355 18 28 / RPM au 238 90 63

## COUPE DU MONDE 2026 :

## La liste de Stefano Cusin attendue ce jeudi

Ce jeudi après la prière du *Swalat Al-Maghrib*, et tout juste avant celle d'*Al-Insha'a*, la liste des 24 joueurs appelés par le sélectionneur comorien pour le retour des éliminatoires de la coupe du monde aux Amériques sera connue. Après la défaite contre le Kosovo en amical en juin dernier, les protégés de Stefano Cusin vont tenter de se relancer pour maintenir l'espoir d'une qualification pour la prochaine coupe du monde. Ce sont donc deux matches importants, mais pas décisifs pour l'avenir de l'équipe, car l'objectif primaire de la reconstruction et d'une qualification pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations est plus qu'atteint.

C'est le rêve de tout joueur de football, jouer une coupe du monde. C'est un rêve que Stefano Cusin et ses joueurs continuent à entretenir et caresser à quatre (4) journées de la fin des éliminatoires. Pour le compte de la 7e et 8e journée, la sélection comorienne va rencontrer le Mali à Berkane le 4 septembre et la République Centrafricaine, trois jours plus tard à Meknès. Deux matches avec deux enjeux différents

pour les Verts, même si la finalité reste la même, obtenir le meilleur résultat possible. Contre les Aigles du Mali, les Cœlacanthes vont tenter de rééquilibrer les débats après la défaite de la 5e journée en plein mois de Ramadan avec toutes les conséquences que cela implique pour le physique des joueurs. Contre les Fauves du Bas-Oubangui, les comoriens sont dans l'obligation de confirmer la victoire inaugurale du mois de novembre 2023 à Maluzini (4-2).

C'est dans cet optique que la FFC a annoncé à travers un communiqué la sortie de la liste pour ce jour à partir de 19h. « La Fédération de Football des Comores informe le public et les médias que la liste des 24 joueurs convoqués par le sélectionneur national, M. Stefano Cusin, sera rendue publique ce jeudi à 19h (heure locale) », et le communiqué de préciser que peu de changements seront à observer « par rapport au match du mois de juin dernier face au Kosovo. » Toutefois, note le communiqué, « deux absences majeures sont à signaler, Yacine Bourhane, pour des raisons personnelles et El Fardou Ben Mohamed, capitaine de l'équipe nationale, qui poursuit sa phase de rétablissement après sa blessure. »



Outre cette annonce de la liste, la FFC a tenu à se féliciter des démarches en cours pour certains joueurs actuellement sans club, et qui sont en passe de retrouver de nouveau les

pelouses. « Par ailleurs, la Fédération se félicite d'annoncer que plusieurs joueurs, jusque-là sans club, mais qui ont continué à s'entraîner de manière régulière, sont en

tractation, et devraient finaliser leur engagement avec des nouvelles équipes sous peu, d'où leur présence dans la liste », dit-on.

Imtiyaz

## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

## Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

Comores Projet d'Approche globale de renforcement du Système de Santé (COMPASS)

## AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° 25\_06/COMPASS/DC

Pour

**Une offre technique et financière de fourniture et livraison des outillages de maintenance des équipements biomédicaux des centres et postes de santé » dans le cadre du Projet COMPASS**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un fonds pour financer le coût du Projet d'Approche Globale de renforcement du Système de Santé "COMPASS" qui a pour objectif d'améliorer l'utilisation des Soins de Santé Primaires « SSP » de qualité, de renforcer les capacités des institutions qui sont essentielles à la qualité des SSP et d'apporter une réponse immédiate et efficace à une crise ou une urgence admissible.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce fonds sera utilisée pour effectuer les paiements à titre du contrat portant « Fourniture et livraison des outillages de maintenance des équipements biomédicaux des centres et postes de santé en Union des Comores »

Il s'agit des caisses à outils électrique-électronique, valises de maintenance mécanique, postes de soudure, postes à souder, scies plongantes, perceuses électriques, perceuses à batterie, visseuses, coffrets de vissage, pièces

de jeux de foret, colliers de serrage plastique, compresseurs sur cuve, armoires haute utilitaire, meuleuses angulaires, étaux de presse, étaux de serrage, fers à souder, machines de soudage, pistolets à souder, souffleurs de batterie, alimentations numérique, supports de rangement, testeurs multiparamétriques, calibrations, perfusions, cal-incutest, testeurs de sécurité électrique, testeurs de bistouri électrique

A cet effet, le projet d'Approche Globale de Renforcement du système de Santé (COMPASS) invite aux soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises à soumettre une offre technique et financière au plus tard le 09 septembre 2025 à 14 :00 sous enveloppe fermée, à l'adresse suivante :

COMPASS, carreaux cassés, coulée, en face de la CENI, Moroni avec la mention « Demande de cotation N°25\_06/COMPASS/DC »

Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir

le dossier de demande de cotation ou des informations auprès du Projet COMPASS à l'adresse ci-dessous de 9 :00 à 16h :00 du lundi au vendredi ou aux adresses mail suivantes :

[procure.compass@gmail.com](mailto:procure.compass@gmail.com),  
[apmcompass9@gmail.com](mailto:apmcompass9@gmail.com),  
[apm.compass99@gmail.com](mailto:apm.compass99@gmail.com), [alisaidapm@gmail.com](mailto:alisaidapm@gmail.com)

avec la mention suivante : Monsieur le Coordonnateur National du projet COMPASS

Avis de demande de cotation ouverte N°25\_06/COMPASS/DC-F

Les dossiers déposés en retard ne seront pas pris en compte.

Les offres seront ouvertes le 09/09/2025 à 14 : 00 à la salle de conférence de l'Unité de Gestion du Projet COMPASS en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister.



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Moroni, le 28 août, Le FEM, le GCF et le PNUD s'associent au gouvernement des Comores pour garantir un accès à une eau sûre et fiable pour la population comorienne.**

Le Gouvernement de l'Union des Comores, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), annonce l'approbation officielle du projet « IAWASuR: Accès accru à l'eau potable pour renforcer la résilience aux Comores » par le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (LDCF) du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF). Ce projet, d'un montant total de 71,9 millions USD, dont 8,9 millions USD financés par le GEF, vise à améliorer l'accès à une eau potable résiliente au climat pour 75 000 personnes réparties sur les trois îles de l'archipel : Grande Comore, Anjouan et Mohéli.

IAWASuR s'inscrit dans le cadre du Programme d'Action pour l'Approvisionnement en Eau Résiliente (PARWS) et vient compléter les efforts du projet ER2C financé par le Fonds Vert pour le Climat. Il répond aux défis croissants liés au changement climatique, à la dégradation des bassins versants, à la croissance démographique et à la fragmentation institutionnelle dans le secteur de l'eau.

Le projet prévoit de :

- Renforcer la gouvernance locale du secteur de l'eau à travers la mise en œuvre du Code de l'eau de 2021.
- Construire et réhabiliter des infrastructures hydrauliques : 177 km de conduites, 19 réservoirs, et 7 réseaux d'eau.
- Restaurer 1 200 hectares de bassins versants pour améliorer la recharge des nappes et la qualité de l'eau.
- Moderniser les systèmes de données climatiques avec 49 stations météorologiques automatiques et une base de données hydrologique partagée.
- Promouvoir l'inclusion sociale, en intégrant activement les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans la gestion des ressources en eau.

En parallèle, le projet modernisera le réseau météorologique national et appuiera les institutions techniques telles que SONEDE et ANACM dans la collecte, l'analyse et la diffusion de données climatiques et de consommation d'eau. Une attention particulière sera portée à l'inclusion sociale, avec une participation active des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans la gouvernance de l'eau et la gestion des bassins versants.

S'exprimant à l'occasion de l'approbation du projet, **Snehal Soneji**, Représentant Résident du PNUD aux Comores, a déclaré « Dans le cadre de son Plan Comores Émergentes, le gouvernement comorien s'est engagé à garantir que 100 % de la population ait accès, d'ici 2030, à un approvisionnement en eau sûr, fiable et résilient.

Le PNUD travaille déjà en partenariat avec le gouvernement à la mise en œuvre du projet ER2C (2019-2027) financé par le GCF. Le projet IAWASuR (LDCF), financé par le FEM, viendra compléter ces efforts afin de combler les lacunes et lever les obstacles identifiés dans le secteur de l'eau, notamment à travers l'opérationnalisation du code de l'eau à l'échelle nationale. »

« Le Fonds pour l'environnement mondial est fier d'aider les Comores à élargir l'accès à une eau potable sûre et résiliente au changement climatique grâce au projet IAWASuR », a déclaré Carlos Manuel Rodríguez, PDG du FEM. « En restaurant les bassins versants dégradés, en renforçant la gouvernance décentralisée de l'eau et en promouvant une gestion inclusive, cette initiative contribue aux priorités du FEM : renforcer la résilience dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, tout en préservant les écosystèmes et en soutenant les communautés les plus menacées. »

Aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment les ODD 6 (eau propre et assainissement), 13 (action climatique), 5 (égalité des sexes) et 1 (réduction de la pauvreté), le projet contribue également à la mise en œuvre du Plan Comores Émergent (PCE), qui vise un accès universel à une eau potable fiable et durable d'ici 2030. Sa mise en œuvre sera assurée par la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF), avec l'appui du PNUD et en collaboration avec SONEDE, ANACM, SONELEC, les communes, les CRDE, les ONG locales, les universités et le secteur privé.

Le projet débutera en juin 2026 pour une durée de cinq ans, avec une évaluation à mi-parcours prévue en décembre 2028 et une clôture opérationnelle en mars 2032.

**Contact presse: Nasser Yousouf, Analyste à la Communication du PNUD**

**Email: [nasser.youssouf@undp.org](mailto:nasser.youssouf@undp.org)**

**Tél: +269 323 78 54**

### À propos du PNUD

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [undp.org](http://undp.org) ou suivez-nous sur @UNDP.

### Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) regroupe plusieurs fonds multilatéraux qui collaborent pour relever de manière intégrée les défis les plus urgents de la planète. Son financement aide les pays en développement à faire face à des défis complexes et à progresser vers la réalisation des objectifs environnementaux internationaux. Au cours des trois dernières décennies, le FEM a fourni plus de 26 milliards de dollars de financement, principalement sous forme de subventions, et a mobilisé 153 milliards de dollars supplémentaires pour des projets prioritaires définis par les pays.

**[www.thegef.org](http://www.thegef.org)**